

Comité permanent inter-états de lutte
contre la sécheresse dans le sahel



1076

Convention portant
création d'une fondation
pour le développement
durable du Sahel


CILSS Secrétariat Exécutif
03 BP 7049 Ouaga 03 (Burkina Faso)
Tél (226) 37.41.25/26 - Fax (226) 37.41.32
Email : cilss@fasonet.bf
Site web : www.cilssnet.org

Convention portant création d'une fondation pour le développement durable du Sahel

Préambule

- Le Président du Burkina Faso
- Le Président de la République du Cap - Vert
- Le Président de la République de Gambie
- Le Président de la République de Guinée Bissau
- Le Président de la République du Mali
- Le Président de la République Islamique de Mauritanie
- Le Président de la République du Niger
- Le Président de la République du Sénégal
- Le Président de la République du Tchad.

Vu la Convention Révisée du CILSS en date du 22 avril 94 ;



Considérant l'engagement pris par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du CILSS dans la Déclaration de Praia en avril 1994 de donner au CILSS les moyens financiers nécessaires à la réalisation de son mandat général ;

Vu la Déclaration de Bamako de novembre 2000 réaffirmant le soutien des Chefs d'Etat et de Gouvernement à la création de la Fondation pour le Développement Durable du Sahel

Vu la résolution N°3/CM/32/97 relative à la création d'un Comité de pilotage pour la mise en œuvre du Fonds Spécial ;

Vu la résolution N°7/CM/35/2000 relative à la création d'une Fondation pour le Développement Durable du Sahel ;

Désireux de trouver et de mettre en œuvre des solutions durables permettant au CILSS de mieux consolider ses acquis et de s'investir pleinement dans sa nouvelle mission ;

Inscrivant leur combat dans la lutte menée par la communauté internationale contre la pauvreté notamment " la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification " pour un développement durable au Sahel ;

Tenant compte de la nécessité de développer davantage un véritable esprit de solidarité et de partenariat actif entre toutes les parties intéressées par son mandat général ;

ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article I : Création

Il est créé entre les Etats Membres du CILSS, et les parties prenantes à la présente Convention une Institution Internationale dénommée " Fondation pour Le Développement Durable du Sahel ".

Elle est reconnue d'utilité publique et à but non lucratif.

La Fondation est ouverte à toute personne physique ou morale désireuse de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement et à un développement durable du Sahel.

Article II : Mission-Objectifs

La Fondation a pour mission l'appui au CILSS dans la mobilisation des ressources financières additionnelles régulières et durables nécessaires à la réalisation de son mandat général, notamment :

- La gestion durable et rationnelle des ressources naturelles (eaux, terres, forêts, énergie) ;
- L'intensification et la diversification des productions agricoles, de l'élevage et de la pêche ;
- Le développement du commerce régional des produits agricoles, de l'élevage et de la pêche ;
- L'amélioration de l'accès à l'alimentation et aux services sociaux de base des groupes vulnérables; la prévention et la gestion des crises alimentaires ;
- Le renforcement des capacités des acteurs et la promotion d'une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire et de la GRN/LCD ;
- Le pilotage, la coordination, le suivi et la conduite des réflexions stratégiques et prospectives ;
- Le renforcement et la valori-

sation des activités scientifiques et techniques ;

- L'intervention en cas d'urgence due à des calamités naturelles.

Article III : Membres

Les membres sont :

- Les Etats signataires de la Présente Convention ;
- Les partenaires au développement ;
- La société civile.

Article IV : Siège de la Fondation et Durée

Le siège de la Fondation est établi au siège du CILSS à Ouagadougou (Burkina Faso).

Il peut être transféré dans tout autre pays membre du CILSS par décision de la Conférence des Chefs d'Etats.

La durée de la Fondation est illimitée. La fondation peut toutefois être dissoute conformément aux dispositions de ses statuts.

Article V : Personnalité Juridique

La Fondation est une organisation de droit international dotée de la personnalité juridique. Elle peut

accomplir tout acte conforme à son objectif. Elle peut conclure des accords et contrats, acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers et ester en justice.

Elle jouit sur le territoire de chacun des Etats membres du CILSS de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs.

Article VI : Facilités, Privilèges et Immunités

La Fondation et son personnel de même que les personnes assistant à titre officiel aux sessions de ses organes bénéficient, sur le territoire des Etats membres des immunités, privilèges et facilités nécessaires à l'exercice normal des fonctions qui leur sont confiées par la présente Convention ou en vertu des décisions prises à ce titre par les organes compétents de la Fondation. Les privilèges et immunités attachés à la Fondation, ses biens fonds et avoirs ainsi qu'à son personnel seront au moins conformes aux dispositions de la convention sur les privilèges et immunités des Institutions Spécialisées des Nations Unies.

Un accord de siège sera signé entre la Fondation et l'Etat siège.

Article VII : Avantages Fiscaux

Les revenus que la Fondation tire de ses placements sont exonérés dans chaque Etat membre de tous impôts, taxes et prélèvements de nature fiscale, para fiscale ou autre.

Les biens et autres actifs ainsi que les transactions et opérations non lucratives que la Fondation réalise dans les Etats membres au titre de la présente Convention sont exonérés de tous droits et taxes.

Les dons ; legs et subventions versés à la Fondation par une personne physique ou morale domiciliée dans un Etat Membre sont exempts de tous droits et taxes et déductibles sans limitation de l'assiette de l'impôt frappant les revenus de cette personne.

Article VIII : Organes de la Fondation

Les organes de la Fondation sont :

■ Le Conseil de Fondation

. Il est l'organe d'orientation et de contrôle de la Fondation.

A ce titre, il est notamment chargé de la définition des orientations générales et politiques de la

Fondation et de la sauvegarde des intérêts de la Fondation notamment la protection du capital.

Le Conseil est présidé par le Ministre Coordonnateur du CILSS et comprend : le Secrétaire Exécutif du CILSS, les représentants des Etats membres et les représentants des partenaires et de la société civile.

Le Président du Conseil de Fondation rend compte au moins une fois par an au Conseil des Ministres des activités de la Fondation. Les modalités de désignation des membres du Conseil seront précisées dans les statuts de la Fondation.

- La Direction de la Fondation est assurée par un Directeur nommé par le Conseil de Fondation.

Le Directeur de la Fondation est chargé de la mise en œuvre des orientations et politiques définies par le Conseil.

Il représente la Fondation vis-à-vis des tiers.

Il a pour tâches essentielles le suivi de l'exécution du programme d'activités et du budget arrêtés par le Conseil de Fondation et l'ad-

ministration courante de la fondation.

Il est assisté dans ses tâches par un personnel d'appui technique et un personnel de soutien.

Les conditions de recrutement et de rémunération sont définies par le Conseil de la Fondation.

Article IX : Ressources et Dépenses de la Fondation

Les ressources de la Fondation proviennent notamment :

- D'un fonds de dotation constituant la dotation initiale de la Fondation,
- Des revenus du fonds de dotation,
- Des subventions des Etats Membres,
- Des subventions des Partenaires,
- Des subventions du Secteur Para Public et Privé,
- Des subventions des organisations internationales, régionales et sous régionales,
- De dons, legs et libéralités effectuées par des personnes physiques ou morales,
- Des activités générant des ressources au profit de la Fondation.

- Des ressources exceptionnelles affectées par les Etats.

La dotation initiale est apportée à la fondation sous forme d'apports en numéraires.

Les souscripteurs à la dotation initiale prennent le ferme engagement de s'acquitter de leurs obligations dans les délais arrêtés de commun accord. Le fonds de dotation demeure inaliénable et inaccessible pendant toute la durée de vie de la Fondation.

En cas de dissolution, les parties prenantes à la présente Convention statuent sur l'affectation du Fonds de dotation.

L'utilisation des ressources de la Fondation doit tendre exclusivement à la réalisation des objectifs définis à l'article II de la présente Convention et assurer les charges normales de fonctionnement de la Fondation conformément au budget annuel approuvé par le Conseil de Fondation.

Article X : Gestion Financière des Ressources de la Fondation

La gestion financière des ressources de la Fondation, principale-

ment le fonds de dotation, est confiée à un Intermédiaire Financier de rang mondial choisi à la suite d'un appel d'offres international lancé par le Conseil de Fondation.

L'intermédiaire financier gèrera en bon père de famille les ressources de la Fondation en effectuant notamment des placements rémunérateurs présentant toutes les garanties de sécurité et de rentabilité en orientant le Conseil de Fondation sur les options et politiques de placement.

Un contrat de gestion des placements signé entre l'Intermédiaire Financier et le Conseil de Fondation précisera les devoirs et obligations de chaque partie et les modalités de rémunération de l'Intermédiaire Financier.

**Articles XI : Manuel de
Procédures Règles
de Contrôle des
Ressources la
Fondation.**

Un manuel de procédures devant contribuer à la maîtrise de la gestion de la fondation et à assurer la protection de son patrimoine devra être adopté par le Conseil de Fondation avant le début des acti-

vités de la Fondation.

Il est procédé à un audit externe annuel réalisé selon les normes internationales par un cabinet choisi après appel d'offres international.

Les résultats de l'audit sont tenus à la disposition de tous les membres de la Fondation.

Chaque membre de la Fondation peut faire procéder, en relation avec le Conseil de Fondation, à tout moment, et conformément à ses procédures internes, à toute vérification, sondage qu'il juge utile et se faire communiquer tout document comptable et financier.

**Article XII : Dispositions
Transitoires.**

Le Comité de Pilotage mis en place par la Résolution N°3/CM/32/97, reçoit mandat de conduire dans un délai ne devant pas excéder deux ans le processus de mise en place des organes de la Fondation et des textes juridiques complétant les dispositions de la présente Convention.

Le Comité de Parrainage de la Fondation, mis en place par la résolution n°7/CM/35/2000, reçoit mandat de conseiller et d'appuyer

le Comité de Pilotage dans la recherche et la mobilisation des ressources nécessaires à la constitution de la dotation initiale de la Fondation.

Article XIII : Dispositions Diverses et Finales

Les Statuts et Règlement Intérieur adoptés par le Conseil de Fondation et approuvés par les Instances du CILSS compléteront la présente Convention et préciseront certaines de ses dispositions.

La présente Convention sera approuvée ou ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après que la majorité des Etats signataires aient déposé leur instrument d'approbation ou de ratification auprès du Secrétariat Exécutif du CILSS.

La présente Convention peut être amendée ou révisée à la demande écrite d'un Etat adressée au Président en exercice qui en avise les autres Etats membres.


L'amendement ou la révision est décidée par la Conférence des Chefs d'Etat et prend effet dans les conditions définies dans le présent article.

En foi de quoi, nous, Chefs d'Etat du Burkina Faso, de la République du Cap - Vert, de la République de la Gambie, de la République de Guinée Bissau, de la République de Mali, de la République Islamique de Mauritanie, de la République du Niger, de la République du Sénégal, de la République du Tchad, avons signé la présente Convention.

Fait à le 2001 en deux originaux en anglais et en français, les deux faisant foi.

For Burkina Faso

Bleise COMPAORE

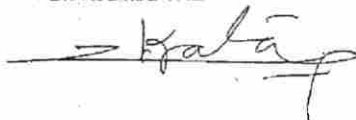

For the Republic of Tchad

Idriss DEBY



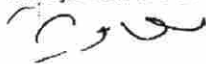
For the Republic of Guinea-Bissau

Dr. Koumba YALA



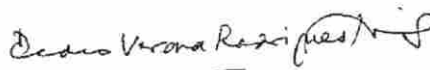
For the Islamic Republic of Mauritania

Maouya Ould Sid Ahmed TAYA



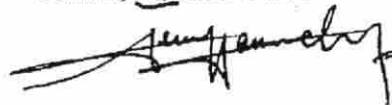
For the Republic of Cape Verde

Pedro Verona Rodrigues PIRES



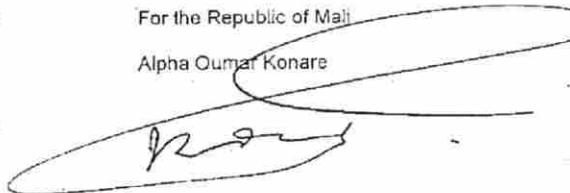
For the Republic of The Gambia

Dr. Alhadji Yaya A.J.J. JAMMEH



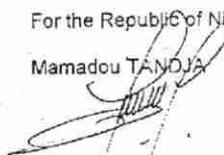
For the Republic of Mali

Alpha Oumar Konare



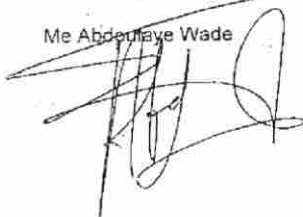
For the Republic of Niger

Mamadou TANDJA



For the Republic of Senegal

Me Abdoulaye Wade





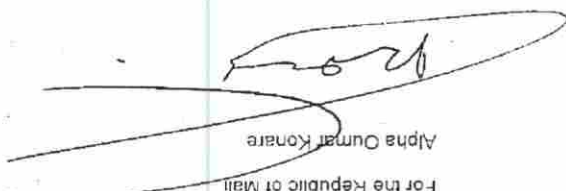
For the Republic of Senegal



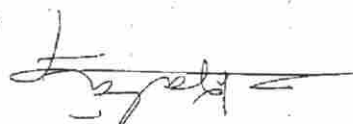
For the Republic of Niger



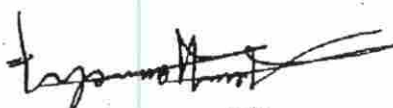
For the Islamic Republic of Mauritania



For the Republic of Mali



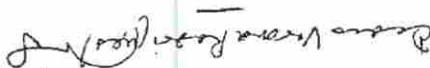
For the Republic of Guinea-Bissau



For the Republic of The Gambia



For the Republic of Chad



For the Republic of Cape Verde



For Burkina Faso

ratified by the States signatories in accordance with their respective constitutional procedures. This convention will come into force one month after the majority of the States signatories have deposited their instrument of approval or ratification with the Executive Secretariat of CILSS.

This Convention can be amended or revised upon written request of one State addressed to the Current Chairman of CILSS who shall notify the other Member States.

The amendment or revision shall be decided by the Conference of Heads of State and shall take effect in the conditions defined in this article.

In witness whereof, we, Heads of State of Burkina Faso, the Republic of Cape Verde, the Republic of Chad, the Republic of the Gambia, the Republic of Guinea Bissau, the Republic of Mali, the Islamic Republic of Mauritania, the Republic of Niger, the Republic of Senegal have signed this Convention.

Done at on in two copies in English and French, both texts being deemed authentic.

his/her internal procedures, any audit or sampling deemed useful to undertake and get any accounting and financial document communicated to him/her.

Article XII : Interim provisions

The Steering Committee set up by Resolution N°3/CM/32/97, shall be mandated to lead, within a time limit not exceeding two years, the process of establishment of the organs of the Foundation and the legal texts completing the provisions of this Convention.

The Sponsoring Committee of the Foundation set up by Resolution N°7/CM/35/2000, shall be mandated to advise and support the Steering committee in looking for and raising the resources needed for the initial allocation of the Foundation.

Article XIII : Sundry and Final clauses

The statutes and Rules of procedure adopted by the Board of the Foundation and approved by the Council of Ministers of CILSS will complement this Convention and will further clarify some of its provisions.

This convention will be approved or

cation of the endowment fund.

The resources of the Foundation shall be used exclusively for the attainment of the objectives defined in article II of this Convention and shall meet the normal operating costs of the Foundation in accordance with the annual budget approved by the Board of the Foundation.

Article X : Financial management of the Resources of the Foundation

The financial management of the resources of the Foundation, especially the endowment fund, shall be entrusted to a world class Financial intermediary selected after an international invitation to tender issued by the Board of the Foundation.

The financial intermediary will manage the resources of the Foundation by making, in particular, remunerative investments presenting all guarantees of safety and profitability by advising the Board of the Foundation concerning investment options and policies. A management contract of the investment signed between the

Financial Intermediary and the Board of the Foundation will clearly state the duties and obligations of each party and the modalities of remuneration of the Financial Intermediary.

Article XI : Procedures handbook : Rules for the control of the Foundation's Resources.

A procedures handbook which must help to have control over the management of the foundation and to ensure the protection of its patrimony should be adopted by the Board of the Foundation before the beginning of the activities of the Foundation.

An external audit shall be made every year according to international standards by a firm chosen on the basis of an international bidding.

The results of the audit shall be made available to all the members of the Foundation.

Each member of the Foundation may order, in conjunction with the Board of the Foundation, at any time, and in accordance with

cified in the statutes of the Foundation.

■ the Management of the

Foundation shall be run by a Director appointed by the Board of the Foundation. The Director of the Foundation shall be in charge of implementing the guidelines and policies defined by the Board.

It shall represent the Foundation vis-à-vis third parties.

His/her main tasks shall consist in following up the implementation of the work plan and budget adopted by the Board of the Foundation and the day-to-day administration of the foundation.

The Director shall be assisted, in his/her tasks, by a technical support staff and a support personnel. The conditions of recruitment and remuneration shall be defined by the Board of the Foundation.

Article IX : Resources and Expenditure of the Foundation

The resources of the Foundation shall accrue particularly from:

- an endowment fund represen-

ting the initial allocation of

revenues from the endow-

ment fund,

grants from the Member

States,

grants from the Partners,

grants from the Para Public

and Private Sector,

grants from international,

regional and sub-regional

organizations,

donations, legacies and libe-

ralities made by individuals or

moral entities,

income generating activities

of the Foundation,

■ exceptional resources alloca-

ted by the States.

The initial endowment shall be made available to the foundation in the form of cash subscriptions.

The subscribers to the initial endowment shall firmly commit themselves to meet their obligations within the time-limits adopted by common consent.

The fund shall remain inalienable and inaccessible throughout the lifespan of the Foundation.

In case the Foundation is dissolved, the parties to the present Convention shall decide on the allo-

The property and other assets as well as non lucrative transactions and operations made by the Foundation in the Member States by virtue of this Convention shall be exempt from any tax and duties.

The donations, legacies or grants paid to the Foundation by an individual or moral entity domiciled in a Member State shall be exempt from any deductible taxes and

The incomes drawn by the Foundation from its investments shall be exempt, in each Member State, from any tax, charge and deduction of fiscal, para-fiscal or any other nature.

Article VII : Tax benefits

A headquarters agreement will be signed between the Foundation and the host country of the Foundation.

Agencies.
United Nations Specialized agencies and immunities of the provisions of the Convention on privileges and immunities of the personnel, will be at least in conformity with the Foundation, its property, funds and assets, as well as its personnel, will be linked to the Foundation. The privileges and immunities linked to the Foundation, its property, funds and assets, as well as its personnel, will be at least in conformity with the provisions of the Convention on privileges and immunities of the personnel, will be linked to the Foundation. The privileges and immunities linked to the Foundation, its property, funds and assets, as well as its personnel, will be linked to the Foundation.

The Chairperson of the Board of the Foundation shall report on the activities of the Foundation to the Council of Ministers, at least once a year.

The modalities of designation of members of the Board will be specified.

The Executive Secretary of CILSS, representatives of Member States and representatives of the partners and the civil society.

and shall include:

The Board shall be chaired by the Minister Co-ordinator of CILSS

As such, it shall be responsible for defining the general and policy guidelines of the Foundation and protecting the interests of the Foundation, especially the protection of the capital.

It is the body that directs and controls the Foundation.

■ the Board of the Foundation.

The bodies of the Foundation shall be :

Article VIII : Organs of the Foundation.

charges without limitation of the tax base imposed on the revenue of that person.

- strengthening and enhancing of scientific and technical activities;
- intervention in the event of emergency situations resulting from natural disasters.

Article III : Members

The Members shall be :

- the States signatories of This Convention;
- The Development Partners
- The civil society.

Article IV : Headquarters of

the Foundation and
Duration

The headquarters of the Foundation shall be established at the CILSS headquarters in Ouagadougou (Burkina Faso).

It can be transferred in any other CILSS Member State by a decision of the Conference of Heads of State.

The duration of the Foundation shall be unlimited. However, the foundation can be dissolved in accordance with the provisions of its statutes.

Article V : Legal personality

The Foundation shall be an international law organization enjoying legal personality.

It can take any action in keeping with its objective.

It can conclude agreements and contracts, acquire and alienate personal and real estate and be party to legal proceedings.

It shall enjoy, on the territory of each CILSS Member State, the legal capacity necessary for it to discharge its functions and achieve its objectives.

Article VI : Facilities, Privileges and Immunities

The Foundation and its staff, as well as any person taking part, in an official capacity, in the sessions of its organs shall enjoy, on the territory of Member States, immunities, privileges and facilities necessary for them to carry out the normal duties assigned to it by virtue of this Convention or by virtue of decisions made to that effect by the competent organs of the

to work towards the fulfilment of
its new mission;

Placing their struggle in the perspective of the fight waged by the international community against poverty in particular " the quest for food security and combating the effects of drought and desertification" for a sustainable development of the Sahel;

Taking account of the need to further develop a true spirit of solidarity and active partnership amongst all the parties interested in its general mandate;

HAVE HEREBY AGREED ON THE FOLLOWING PROVISIONS:

Article I : Creation

Shall be established, amongst the CILSS Member States and parties to this Convention, an International Institution called the " Foundation for the Sustainable Development of the Sahel ".

It shall be a public-interest and non profit-making Foundation.

The Foundation shall be open to any physical or moral entity eager to contribute to the food security,

environmental protection and a sustainable development of the Sahel.

Article II : Mission - Objectives

The mission of the Foundation shall be to assist CILSS in mobilizing additional regular and sustainable financial resources necessary for the achievement of its general mandate, in particular:

■ sound and sustainable management of natural resources (water, lands, forests, energy);

■ intensification and diversification of agricultural, livestock and fish productions;

■ development of regional trade in agricultural, live-stock and fish products;

■ improvement of access to food and basic social services for vulnerable groups/ prevention and management of food

crises;

■ capacity-building of actors and promotion of good governance of food security and NRM/DC;

■ steering, coordination, monitoring and conduct of strategic and perspective

Convention creating a foundation for the sustainable development of the Sahel

Preamble

- The President of Burkina Faso
- The President of the Republic of Cape Verde
- The President of the Republic of Chad
- The President of the Republic of the Gambia
- The President of the Republic of Guinea Bissau

Considering the commitment made by the Heads of State and Government of CILSS in the Praia Declaration in April 1994 to provide CILSS with financial resources needed to fulfil its general mandate;

Considering the Bamako Declaration of November 2000 reaffirming the support of the Heads of State and Government to the creation of the Foundation For the Sustainable Development of the Sahel;

Considering the resolution N°3/CM/32/97 relating to the creation of a Steering Committee for the implementation of the Special Fund;

Considering the resolution N°7/CM/35 2000 relating to the creation of a Foundation for the Sustainable Development of the Sahel;

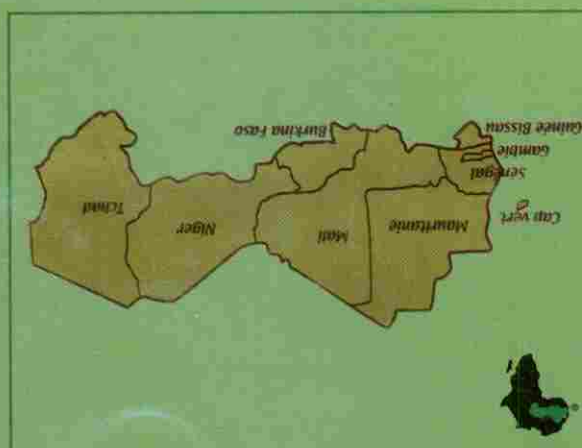
Eager to find and implement lasting solutions enabling CILSS to better consolidate its assets and

Considering the Revised Convention of CILSS dated April 22, 1994;

CILSS Secrétariat Exécutif
03 BP 7049 Ouaga 03 (Burkina Faso)
Tél (226) 37.41.25/26 - Fax (226) 37.41.32
Email : cilss@fasonet.bf
Site web : www.cilssnet.org



Convention creating
a foundation for the
sustainable development
of the Sahel



ermanent interstates committee
or drought control in the sahel



240K